

Raymond Boudon : "La démocratie doit se fonder sur le bon sens"

LE MONDE | 10.02.07 | 12h31 • Mis à jour le 10.02.07 | 16h26

Propos recueillis par Yves-Marc Ajchenbaum et Sophie Gherardi illustration Colcanopa

Dans votre dernier livre, **Renouveler la démocratie. Eloge du sens commun** (Odile Jacob, 2006), vous consacrez un chapitre aux intellectuels français. Il est sévère. A vous lire, le mot "libéral" est devenu, au pays de Voltaire, une insulte. Pis, les responsables d'un tel état d'esprit sont les intellectuels du pays. Sorte de caste qui a du mal à accepter la réalité, ses mouvements et sa complexité, ses imperfections et ses bons côtés. **Pourquoi une telle attaque ?**

Il suffit d'observer ce début de campagne présidentielle. Les débats tournent autour de problèmes concrets, le chômage des jeunes, les difficultés des banlieues, le logement. Où sont les intellectuels ? Nulle part, absents.

Aujourd'hui, la réalité que nous connaissons incite au pragmatisme, il n'y a pas de recettes toutes faites. Et les intellectuels sont perdus, il leur manque de grands débats de société. C'est ce silence qui fait que je persiste à dire que le vieux fond marxiste reste bien présent dans l'Hexagone. Nous sommes tous élevés dans un cadre de pensée, et quiconque a grandi dans la France d'après-guerre a été plus facilement imprégné de la tradition marxiste que de la tradition libérale. Comme les idées dominantes se transmettent des enseignants aux enseignés, les changements de direction se font lentement. Il faut souvent attendre une relève de génération, et nous y sommes : le débat français prend une autre tournure, lentement mais depuis quelques années.

Voyez-vous aussi cette évolution dans la nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques ?

C'est tout à fait clair. Ségolène Royal n'entre pas du tout dans ces cadres marxistes. Cela explique en partie ses difficultés face aux cadres du PS. Le Parti socialiste français n'a pas vraiment fait sa révolution, son Bad Godesberg (le congrès au cours duquel le Parti social-démocrate allemand abandonne la référence au marxisme et à la lutte des classes, en 1959). Il est peut-être en train de le faire avec Ségolène Royal et en s'appuyant sur les jeunes générations, celles qui ne croient plus aux vieilles catégories.

Diriez-vous la même chose pour Nicolas Sarkozy ?

Dans son cas, on passe d'une culture de la régulation, très présente dans le gaullisme, à l'idée que le monde est devenu trop complexe pour que tous les problèmes puissent être résolus depuis les bureaux ministériels. Les cadres de pensée changent aussi à droite. Son pragmatisme pour moderniser la France explique sa popularité.

Vous décrivez la société française comme paralysée par des oligarchies, au nombre desquelles vous placez l'éducation nationale. Mais ne pensez-vous pas que les politiques ont aujourd'hui davantage de latitude pour les faire évoluer ?

Je n'en suis pas certain. Pour faire évoluer le système de protection sociale conçu dans l'après-guerre et qui, justifié à l'époque par les conditions de travail de certaines catégories socioprofessionnelles, n'a pas évolué au même rythme que la société, il faut dialoguer, échanger. Avec qui les politiques discuteront-ils ? Avec les syndicats dits représentatifs qui ne représentent en réalité que peu de monde ? Le changement viendra plutôt d'une pression de l'opinion publique sur les corps constitués et les corporations. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas monolithiques, certains acteurs ont été des facteurs de mutation, comme Nicole Notat à la CFDT.

Ce dialogue, ces échanges, n'est-ce pas la démocratie participative préconisée par Mme Royal ?

Je vous propose un test linguistique : essayez de traduire l'expression en anglais ou en allemand. Cela ne donne rien : peut-être grassroots democracy en anglais, et encore, ce n'est pas la même chose. Dès qu'un terme est intraduisible, c'est que le concept n'est pas clair. La démocratie participative, cela ne veut pas dire grand-chose. Car qui participe ? Ségolène Royal dit vouloir écouter les gens. Mais ceux qu'elle entend dans ses débats participatifs ne sont pas n'importe quelles gens, ce sont les minorités actives.

Et le succès d'actions minoritaires, les Enfants de Don Quichotte par exemple, devrait davantage nous alarmer que nous enchanter. C'est un mauvais signe pour la santé de la démocratie, cela signifie que le politique ne s'est pas occupé du problème. Ces systèmes d'alerte montrent que notre démocratie fonctionne moins bien que celle d'autres pays. Au lieu d'aller chercher une démocratie participative, on ferait mieux d'approfondir la démocratie représentative.

Ces approfondissements passent-ils par des transformations d'ordre constitutionnel ?

C'est inutile ! Il suffit de redonner du poids au Parlement : remarquez comme il a su se saisir de l'affaire d'Outreau, à la satisfaction du public. Il faut renforcer la séparation des pouvoirs, qui est tout de même une vieille idée française : on la doit à Montesquieu. Certes, on a fait des progrès, la justice est aujourd'hui plus indépendante. Mais il y a les autres pouvoirs : administratif, économique, médiatique. Nous devons réfléchir à la façon de les rééquilibrer. Des checks and balances, c'est ça la démocratie.

A-t-il jamais existé en France, ce meilleur équilibre ?

Notre pays a été dominé pendant une grande partie de son histoire par un exécutif fort. La IIIe République a été le seul moment où le libéralisme et une démocratie équilibrée se sont installés pour une certaine durée. Et les résultats étaient bons ! Aujourd'hui, je suis optimiste. The Economist notait récemment que, des trois penseurs qui ont dominé le XXe siècle, Darwin, Marx et Freud, seul survivait aujourd'hui Darwin. J'y vois un progrès du bon sens.

Je crois à une sélection rationnelle des pratiques sociales et des idées. Les bonnes innovations, comme disait Weber, s'imposent progressivement. Durkheim, dans la Division du travail

social (PUF, 2004) observe un adoucissement progressif du contrôle social : de la loi du talion au code pénal, du code pénal à la dépenalisation. C'est une tendance séculaire : on s'est aperçu que la peine de mort était à la fois cruelle, irréversible et non dissuasive. Ma prédiction est qu'elle finira par être abolie par sélection rationnelle, même aux Etats-Unis.

A quelles autres pratiques sociales pensez-vous ?

Dans le domaine de la morale, il existe une valeur centrale permanente : le respect d'autrui. Et tout ce qui relève du tabou tend à disparaître. Prenons l'exemple de l'homosexualité : elle n'est plus réprimée et est de moins en moins stigmatisée, un signe que l'idée de progrès demeure forte, malgré les horreurs du XXe siècle. On trouve chez Tocqueville, Weber, Durkheim, la notion de dignité de l'individu ; elle finira par s'imposer parce que c'est une donnée de base de la vie en société. Je crois au bon sens et au sens commun, et je constate que nos concitoyens ont une bonne perception de la réalité. Mais notre pouvoir politique quasi monarchique est incapable de s'en rendre compte.

Nous en revenons donc à la question des institutions.

La solution pour améliorer la démocratie, c'est la méthode du gentleman's agreement. L'exécutif pourrait déjà prendre en compte les propositions de loi (faites par les parlementaires) bien davantage qu'il ne le fait aujourd'hui. Son acuité visuelle serait sûrement améliorée. A l'évidence, l'allocation actuelle des ressources publiques n'est pas bonne. La multiplicité des niveaux de décision coûte très cher et, au lieu de rationaliser tout ça, on réduit des crédits essentiels pour le fonctionnement de la société. Il y a deux fois moins de magistrats en France qu'en Allemagne, nos prisons sont dans un état lamentable, incompatible avec la dignité de la personne, ce n'est pas normal. De même, tout le monde sait que le vieillissement de la population et les progrès de la médecine vont pousser à la hausse les dépenses de santé, qu'il faut éliminer toutes sortes de dépenses inutiles. Les gens peuvent comprendre qu'il y a des choix collectifs à faire. Et il faut faire confiance à ce bon sens du public. C'est le fondement sur lequel repose la théorie de la démocratie.

Comment reconnaître le "bon sens" dont vous parlez face à des situations très complexes ?

Je me réfère à la pensée d'Adam Smith. Il émet l'idée que le citoyen est un "spectateur impartial" capable de juger avec bon sens dès lors que ses intérêts directs ne sont pas en jeu et qu'il échappe à ses passions ou à ses préjugés, ce qui est souvent le cas pour les sujets qui apparaissent dans la vie de la cité. Prenons une question trop souvent traitée de façon technique ou idéologique : la fiscalité. Le bon sens, inspiré par le souci de justice et d'efficacité, penche pour un impôt sur le revenu modérément progressif et pour une taxation des richesses obtenues par héritage plutôt que de celles accumulées par le travail et la compétence. Et ce n'est qu'un exemple.

Avec du bon sens, l'on résoudrait la crise de la politique ?

En France, le "spectateur impartial" ne peut manquer d'observer que des pays comparables ne connaissent pas les incendies de voitures, ne voient pas leur jeunesse émigrer, ont un taux de chômage plus faible, des prisons plus salubres.

Ma conviction est qu'on ne mettra fin à la crise du politique, qui se traduit par le pouvoir excessif de la rue et des minorités au détriment de l'intérêt général, qu'en réaffirmant les principes fondamentaux de la philosophie des Lumières. Ce n'est pas une vision utopiste, c'est être optimiste.

Raymond Boudon est sociologue, membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Propos recueillis par Yves-Marc Ajchenbaum et Sophie Gherardi illustration Colcanopa
Article paru dans l'édition du 11.02.07.